



Montréal, le 29 novembre 2018

Le Très Honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Bureau du Premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A2

Courriel : [pm@pm.gc.ca](mailto:pm@pm.gc.ca)

Monsieur le Premier ministre,

Le 19 septembre 2016, lors de l'adoption de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) a décidé de développer un Pacte mondial pour les migrations. Premier en la matière sur l'enjeu migratoire, ce pacte s'inspire des accords sur le climat. Cette décision reconnaît l'importance de traiter de la question des migrations dans un cadre multilatéral. Ce pacte devrait être ratifié les 10 et 11 décembre prochains à Marrakech au Maroc.

Dans le contexte de la *crise* actuelle en matière migratoire - que nous rappellent notamment les personnes constituant la caravane partie d'Amérique centrale ces dernières semaines - nos organisations, le Centre justice et foi et le Service jésuite des réfugiés, veulent insister sur l'urgence de solutions généreuses et globales. Comme le Canada a su le faire dans le passé, nous espérons que notre pays plaidera pour des mesures significatives en matière d'accueil et qu'il jouera un leadership sur cet enjeu. Les causes qui président aux mouvements migratoires sont structurelles et appellent des mesures de cet ordre.

Les personnes migrantes ont un courage prophétique. Elles nous montrent comment résister à la détresse et à l'extrême-violence : en rétablissant la vérité sur l'histoire et la condition humaine, en offrant leurs intérêts à la médiation et à la négociation, en dégageant l'universalité de leurs droits et l'apport de leurs cultures. Nous devons trouver des réponses plus dignes et justes à leur besoin de protection.

La Canadienne Louise Arbour, représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour les migrations internationales, espère un changement de perspective sur cette question. Elle rappelait récemment avec justesse que nous en sommes « collectivement au début d'une conversation sur la mobilité humaine. Un sujet sur lequel les États sont très chatouilleux, gardiens de leur souveraineté, mais qui implique inévitablement l'interdépendance » (*Le Devoir*, 24 mars 2018).

Les discussions autour de ce pacte doivent contribuer à mieux faire entendre des voix informées sur cette question. Madame Arbour ne cesse de le rappeler. Le processus de ce pacte permet d'ailleurs de mettre autour d'une même table des acteurs différents, qu'il s'agisse des États d'accueil et de départ, des Églises, des ONG, des entreprises, des syndicats, des experts, des associations de migrants, des associations de droits humains, etc. Nous espérons que le Canada œuvrera à faire en sorte que l'on prenne au sérieux les dysfonctionnements qui découlent d'une gestion désordonnée trop souvent fondée sur une approche sécuritaire de la question des migrations. Nous espérons que les recommandations issues de ce Pacte ne seront pas de nature à sélectionner les migrants sur des bases essentiellement utilitaristes.

Nous disposons pour le moment de grandes conventions internationales. Bien qu'imparfaites, l'essentiel des droits fondamentaux s'y trouve : droits civils et politiques et droits économiques, sociaux et culturels y compris droit à la circulation. Mais elles ne sont pas assorties de mécanismes contraignants d'application. Pour que des droits énoncés soient concrétisés, il faut que les bénéficiaires puissent faire valoir ces droits devant de pouvoirs juridictionnels dont les décisions soient exécutoires.

Il y a finalement un défi de communication afin d'assurer un traitement plus démocratique de cette question. Il est essentiel de faire circuler auprès des populations des bases nouvelles pour développer des politiques publiques en matière migratoire. Et c'est le rôle que le Canada devrait jouer auprès de sa population et à l'échelle mondiale.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre considération et de notre reconnaissance pour les gestes d'hospitalité que le gouvernement posera envers nos frères et sœurs migrants centraux-américains.



Mouloud Idir  
Coordonnateur du secteur Vivre ensemble  
Centre justice et foi



Norbert Piché  
Directeur  
Service jésuite des réfugiés - Canada

**c.c.**

**L'honorable Ahmed D. Hussen  
Ministre de l'immigration  
365, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario)  
K1A 1L1**

[minister@cic.gc.ca](mailto:minister@cic.gc.ca)

**Madame Louise Arbour  
Représentante spéciale du Secrétaire  
général pour les migrations internationales  
2 United Nations Plaza, DC2-18th Floor  
United Nations  
New York, USA  
[GCmigration@un.org](mailto:GCmigration@un.org)**